



Communiqué

La jeunesse doit pouvoir se mobiliser, prenons nos responsabilités !

Le mouvement de contestation des lycéen·es s'étend depuis plus d'une semaine et ne faiblit pas. Au contraire, c'est près d'un tiers des lycées qui se mobilisent sur tout le territoire, y compris des lycées privés ce qui est inédit. C'est un mouvement très massif que nous pouvons qualifier d'historique, jamais autant de lycées ne sont mobilisés. Depuis quelques jours, le mouvement s'étend aux universités et de plus en plus de campus sont bloqués.

Cette mobilisation s'appuie sur des revendications légitimes, marquées par une dégradation globale des conditions d'études et de vie de la jeunesse. Les jeunes dénoncent en réalité les effets des multiples contre-réformes qui ont accentué le tri social à l'Éducation nationale et dans l'enseignement supérieur. L'échec patent de Parcoursup n'étant qu'une illustration parmi d'autres de ces reculs majeurs pour la jeunesse. Les images choquantes de files d'attente devant les restos U étaient attendues par les personnels des Crous qui alertent depuis des mois sur leur budget. Plus largement, les budgets austéritaires décidés par les gouvernements impactent les subventions aux associations d'éducation populaire, sportives et culturelles démontrant l'abandon de la jeunesse qui aujourd'hui se bat pour un meilleur avenir.

Nous dénonçons la répression qui s'abat sur ce mouvement légitime, plus de 3000 arrestations, des bavures, des blessé·es graves... Le défenseur des droits s'est d'ailleurs saisi des situations les plus graves. En réalité, c'est un véritable déni démocratique qui s'abat sur les jeunes qui doivent pouvoir s'organiser et ont le droit de débattre et de manifester. La meilleure solution pour éviter les violences, la meilleure protection pour les personnels, c'est de laisser les élèves s'organiser, avoir accès à des salles pour se réunir, organiser des AG, des manifestations. Les dernières décisions préfectorales qui consistent à fermer plus de 400 lycées et de passer en distanciel, parfois pour plusieurs jours, sans aucune concertation avec les personnels démontrent la volonté du gouvernement de nier toute expression démocratique et le peu de considération pour les personnels.

La CGT appelle à soutenir et accompagner la mobilisation, aider à la sécurisation des manifestations du mardi 6 octobre et à mettre à disposition les locaux syndicaux. La FERC et ses syndicats se rendront disponibles pour faire le lien avec les UD et les UL pour aider les jeunes à s'organiser, se réunir, réaliser et diffuser des tracts, etc.

La FERC appelle les personnels à se mettre en grève le 6 octobre aux côtés de la jeunesse dans un souci de responsabilité afin de pouvoir soutenir et protéger les jeunes mobilisé·es qui portent des revendications convergentes avec celles des personnels. Le mouvement légitime de protestation de la jeunesse doit pouvoir se poursuivre, son expression doit être respectée, c'est un impératif démocratique.

Montreuil, le 2 octobre 2026